

## **Le jour où la France devint folle**

### **Les effets de surprise des élections françaises du printemps 2002**

PATRICK SCHMOLL

**C**ERTAINS ÉVÉNEMENTS PROVOQUENT parfois l'obligation de penser. En tant que citoyen et psychologue, c'est dans une telle posture que je me trouve placé depuis que j'ai vécu, il y a quelques mois, l'expérience personnelle d'une sorte de dissociation psychique. Le 21 avril 2002, et durant les quelques semaines qui ont suivi, j'ai eu cette impression étrange d'observer le citoyen que j'étais, contraint d'agir dans une direction que lui commandaient ses convictions, tandis que le psychologue se posait pas mal de questions sur ce que faisait le citoyen. Je fais l'hypothèse que ce vécu de dissociation, entre les positions d'acteur et d'observateur, ne m'est pas juste personnel, mais qu'il a été partagé par nombre de Français, pareillement propulsés dans ce que je qualifie ainsi d'obligation de penser, et qu'elle invite, d'une part à ce que, d'une des deux postures, on dise quelque chose de l'autre, et que d'autre part ce qu'on peut en dire a une portée qui n'est pas que psychologique, mais aussi politique.

#### **L'effet de surprise du 21 avril et ses suites**

Le 21 avril 2002, la France vote (ou s'abstient, selon les cas), chacun fait ses choix de citoyen, tout le monde a une représentation de ce que sera, comme d'habitude, la finale de l'élection présidentielle : un affrontement entre les candidats pour ainsi dire "institutionnels", le président sortant de droite et le premier ministre de gauche. Tout le monde se retrouve devant les téléviseurs à 20 heures, pour découvrir le résultat, la bouche ouverte et en se frottant les yeux. On se dit : "c'est pas vrai !", et la forme même du déni

exprime l'irruption d'une réalité inattendue, impossible dans la représentation que les Français, tous confondus, se faisaient jusque là de leur pays.

Certains ont pleuré, d'autres avaient envie de crier, la plupart sont restés plusieurs jours dans l'état de quelqu'un qui vient de recevoir un coup dans l'estomac. Mais en définitive, si on ne voulait pas rester sur l'impression de devenir fou, ne devait-on pas aussi se dire *qu'il y avait de quoi rire ?* Quoi, la France, pays de Descartes et de la Raison conquérante, pays de la Révolution et de la Déclaration des Droits de l'Homme, donnait à un personnage qui incarnait des valeurs médiévales l'opportunité d'accéder à ce moment culminant du débat politique tel que le prévoient nos institutions : le second tour d'une élection présidentielle ?

Les "Guignols de l'info" avaient cessé de rire ce soir-là sur Canal Plus, mais c'était en partie parce que la réalité avait rattrapé le spectacle qu'ils donnent tous les soirs de la France politique : ils ne pouvaient qu'interrompre l'émission, n'ayant rien de plus à dire qui pût être à la fois drôle et vrai. C'est pourtant bien ce facteur comique, lié à la question de l'image et de sa distorsion, qui fait à mon avis l'originalité de cet événement.

La preuve que personne n'ignorait cette dimension risible, c'est que chacun pouvait être pris à raisonner en termes *d'image* : mise en question des médias et des sondages d'opinion sur la fidélité de l'image qu'ils donnent de la société, rejet de l'image que ce résultat nous donnait de nous-mêmes, ainsi que de l'image qu'il donnait de la France à l'étranger, en particulier dans les pays à qui nous prétendons donner des leçons de démocratie. De quoi *avons-nous l'air ?* Nos conduites se sont mises à se déployer sur deux plans, dont la plupart des Français étaient bizarrement conscients. D'une part, la situation était objectivement grave : il fallait faire barrage au Front National, et ultérieurement repenser profondément notre modèle politique, et surtout notre modèle de société. D'autre part, il était difficile d'être dupes : la gravité des débats nous servait aussi à nous masquer le comique du spectacle que nous avons produit. De quoi *avons-nous l'air ?* Si nous voulions ne pas passer pour des polichinelles à l'étranger et à nos propres yeux, pouvions-nous faire autrement que traiter l'événement *comme s'il était "sérieux" ?*

Les Français ont d'ailleurs bu jusqu'à la lie le calice de ce paradoxe, puisque le spectacle a continué jusqu'en juin. Une impression d'étrangeté s'empare du citoyen, qui ne peut pas faire autrement, pour corriger l'image caricaturale que la France donne d'elle, que de descendre dans la rue le 1<sup>er</sup> mai pour y chanter la Marseillaise, et que de réélire à plus de 80% (un score digne d'une république bananière) un personnage dont tout le monde s'attendait un mois auparavant qu'il aït à rendre compte devant les tribunaux des multiples scandales qui avaient affaibli son premier mandat. Pour terminer, les électeurs se retrouvent aux législatives qui suivent devant un

choix tout aussi déprimant. Si on fait le décompte des voix au premier tour des présidentielles, le pays (les suffrages exprimés en tous cas) est plutôt à gauche. Mais contredire aux législatives le vote du second tour de la présidentielle, comme celui-ci a contredit le premier tour, c'est poursuivre dans l'inconséquence, et c'est aussi reconduire la situation de cohabitation antérieure entre gauche et droite, dont les Français ne veulent plus. Fort heureusement, la classe politique n'a rien compris à ce qui s'était passé, ce qui aide les électeurs à se décider : le discours des dirigeants de gauche est tellement pitoyable qu'ils n'arriveront pas à récupérer l'élan du 1<sup>er</sup> mai.

Les hommes politiques de droite n'ont pas mieux compris les conditions dans lesquelles ils ont pu récupérer le pouvoir : ils semblent bien penser que leur succès électoral exprime, en vertu du principe démocratique, un accord massif du pays sur leurs idées, qu'ils mettent donc en pratique. Aujourd'hui, on ne parle plus trop du choc du 21 avril, comme si on préférerait l'oublier. Mais cet oubli procède d'une sorte de refoulement, ou plutôt de forclusion, en ce sens que l'événement est désormais hors discussion parce que simplement hors signification. Or, si on ne reconnaît pas ce facteur comique, quelque chose de l'analyse continuera à nous échapper, qui concerne les effets paradoxaux de la médiatisation des communications dans les sociétés complexes, et notamment l'écart que cette médiatisation introduit entre les acteurs, le système et les représentations.

### **Une expérience de dissociation**

Penchons nous sur l'effet de dissociation provoqué par cet événement à la fois grave et burlesque, pour essayer d'évaluer la portée de ce vécu. Le 21 avril et ses suites mettent en jeu l'image que nous avons de notre pays, des Français, et de nous-mêmes. Le décalage soudain de nos représentations précipite la prise de conscience que, justement, nous vivons dans des représentations. Nous nous voyons tels que dans les yeux d'autrui, à la fois acteurs et observateurs médusés de notre propre spectacle.

L'état de choc du dimanche soir est prolongé dans les jours qui suivent par l'impression de vivre à l'intérieur d'un espace onirique, ou d'un spectacle dont on serait l'acteur contraint et l'observateur critique tout à la fois. Cette diffraction des regards sur soi est une expérience, sinon de l'inquiétante étrangeté au sens de Freud, du moins une expérience inquiétante par son étrangeté. Quelque chose d'un fonctionnement qui est habituellement caché se trouve subitement montré.

Ce vécu se manifeste par l'impossibilité d'élaborer une explication rationnelle qui réduirait le choc. Le citoyen se pose la question : pouvais-je

voter autrement que ce que j'ai fait au premier tour pour éviter cela ? Combien n'a-t-on pas entendu de reproches et d'actes de contrition du côté de ceux qui n'avaient pas voté Jospin dès le premier tour. Mais cette pseudo-explication a posteriori ne tient pas. Il aurait donc fallu voter en fonction des résultats à prévoir, comme un seul homme, pour un seul homme ? Où aurait été la démocratie dans l'injonction de voter "utile" plutôt que par conviction ?

Le citoyen se demande ensuite, pour le second tour : comment voter intelligemment dans un système qui semble être devenu fou ? Pour les électeurs de gauche, doit-on choisir un Chirac pour faire pièce à un Le Pen, ou doit-on se préparer à voter blanc, sur la base, au fond, du même raisonnement qui a conduit au résultat du premier tour : de toutes façons, les urnes feront le bon choix sans moi. L'image du devoir finit par s'imposer comme à la plupart des Français : tous ne pouvaient que voter nombreux, pour corriger l'image que la collectivité s'était donnée à elle-même et qu'elle avait donnée d'elle à l'extérieur. La consigne d'abstention d'Arlette Laguillier était intenable logiquement, et elle le reste aujourd'hui : elle revenait à considérer comme équivalents les votes Chirac et Le Pen.

Ce qui est intéressant, c'est cette manière dont les citoyens ont été précipités dans la nécessité de manifester leur réaction au choc, notamment en descendant dans la rue le 1<sup>er</sup> mai, et de voter dans une certaine direction, sans vraie liberté, tout en étant conscients d'être le jouet d'une sorte de contrainte morale interne. Aujourd'hui quand nous interrogeons notre entourage, certains nous disent qu'ils ont le sentiment de s'être fait manipuler. On souligne la position extraordinaire des médias pendant cette période, qui ont abandonné toute déontologie pour soutenir massivement l'un des candidats en assénant à l'envi analyses critiques et caricatures de l'autre, ce qui ne pouvait qu'induire l'opinion à voter dans le sens voulu. Mais voulu par qui ? La présentation des choses après coup comme une vaste manipulation par les médias (ce qui est d'ailleurs la position du Front National) est inexacte. Les médias, comme les citoyens, ne pouvaient pas faire autrement que de prendre position dès lors que le débat avait été porté par le premier tour des élections sur le terrain des principes fondamentaux de la république et de la démocratie, principes dont dépend la liberté de la presse. La manipulation se caractérise par le fait qu'elle reste ignorée de ses victimes, or là, chacun était conscient, et l'était dès le départ. Dire qu'on s'est fait manipuler, c'est se réfugier dans le confort d'une pensée qui attribue à une autorité, d'ailleurs mal repérée, la responsabilité de ses propres actes. *On ne pouvait pas faire autrement*, c'est ce vécu dont il faut étudier la portée plutôt que de le rationaliser en se fabriquant de bonnes raisons de dire a posteriori qu'on aurait pu faire autrement.

Or, toute la portée de ce vécu est dans l'expérience en quelque sorte méta-cognitive qu'elle a constitué pour les Français, qui ont d'un coup appris à dissocier le regard du citoyen qui "ne peut pas faire autrement" et celui du spectateur qui s'observe lui-même en train de "ne pas pouvoir faire autrement". La situation est originale, peut-être même révolutionnaire, car elle a à ce point contraint le rôle du citoyen qu'elle a expulsé l'observateur qui est en nous : nous ne pouvions pas non plus faire autrement que de nous observer ne pas pouvoir faire autrement.

Depuis l'invention de la télévision, l'espace politique est médiatisé comme un spectacle (Debray, 2000). Jusqu'à présent, le public pouvait se contenter de critiquer le spectacle, qu'il trouve mauvais parce que depuis une vingtaine d'années les mêmes acteurs y jouent un texte qui n'est plus crédible. Du moins, la classe politique, comme mauvais objet, permettait-elle au citoyen de continuer à se penser, lui, comme bon objet. Ce qui a changé aujourd'hui, c'est que, le temps d'une élection, les citoyens ont été forcés d'entrer dans le spectacle qu'ils conspuaient : avant ils pouvaient s'abstenir ou émettre un vote farfelu, c'était leur dernière liberté, maintenant ils prennent conscience qu'en plus ils sont contraints par la logique interne du système à jouer le jeu. Auparavant simples spectateurs, ils savent qu'ils sont désormais à la fois spectateurs et acteurs, et donc font partie du mauvais objet. Et cela, il y a peu de chance que les Français le pardonnent à leur classe politique.

### **La crise du modèle rationnel de l'*homo politicus***

Les paradigmes classiques qui nous permettent de penser la démocratie représentative ont été bousculés par l'événement. Le fonctionnement des démocraties modernes de masse repose en effet sur la conviction que la gestion de l'intérêt collectif peut résulter de la confrontation des intérêts particuliers, dès lors que le pacte social permet le débat public (retransmis par les médias), suivi d'un vote. Cette conception repose sur une rationalité de l'échange politique, héritée des Lumières : l'idée que la discussion raisonnée entre des individus libres de leurs choix peut résoudre pacifiquement tous les différends et produire une société qui, résultant de la discussion argumentée, est à la fois la plus rationnelle possible et tire sa force du consensus (Schmitt, 1922). Aux élections, ce sont donc des idées qui s'affrontent, et l'emporte celui dont l'argumentation et la rhétorique a convaincu le plus grand nombre.

Cette conception postule également une représentation de "l'*homo politicus*", sujet rationnel, qui peut "entendre raison" dès lors qu'il est

entièrement informé. Le citoyen est un sujet virtuellement capable de tout connaître et de se connaître lui-même : s'il se trompe, c'est qu'il a été trompé par des manipulations de son éducation passée et de son information présente. C'est pourquoi il est essentiel au fonctionnement de la république que les institutions éducatives et les moyens d'information intègrent ce modèle, ce qui est une source régulière de débats dans notre société sur les limites du pouvoir religieux, la liberté de la presse, les pratiques du secret d'État, et autres thèmes de la transparence.

On sait bien, depuis que la psychologie existe, que ce modèle de l'individu est une fiction, mais le problème, c'est que cette fiction, d'une part, est entretenue par les théories économiques libérales parce que les lois de l'équilibre de l'offre et de la demande, et le capitalisme en général, doivent postuler de tels acteurs rationnels de l'échange, et que d'autre part, elle légitime les principes de l'État de droit, la liberté et l'égalité entre êtres humains, et donc la démocratie.

Une telle fiction postule que les citoyens libres et rationnels votent pour des opinions, qui sont des discours raisonnés. Si, par exemple, ils votent pour Jean-Marie Le Pen, c'est qu'ils sont d'accord avec ses idées. Et s'ils sont toujours plus nombreux à voter dans ce sens, c'est qu'il y a une dérive raciste et fasciste en France. Comme il est assez clair que les idées du Front National s'inspirent d'un modèle politique antérieur aux Lumières, le débat politique républicain est porté par la conviction que, si les électeurs votent Le Pen, c'est qu'ils n'ont pas compris la portée de leur geste et qu'il faut le leur expliquer.

De même, cette façon de penser, après forclusion des conditions qui ont présidé aux élections, pose que si les Français ont voté à droite en 2002, c'est qu'ils souhaitaient un programme de droite : c'est évidemment oublier le mécanisme qui a porté Jacques Chirac à la présidence, et cette présupposition sur les convictions des Français risque de rencontrer dans un proche avenir quelques démentis.

Ce modèle de "débat", qui est sous-jacent à la rhétorique de la plupart des partis politiques, aboutit de nos jours à une situation qui n'a rien de démocratique : un système politique où les élites enseignent au peuple. C'est un système républicain, certes, dans lequel les élites compétentes gouvernent, et où le peuple est informé, mais ce n'est pas une démocratie, dans laquelle le peuple participerait lui-même activement au processus de gouvernement.

Il y a là un quiproquo entre les politiques qui croient devoir enseigner au peuple, et le peuple qui en fait conteste le dispositif lui-même : celui d'une scène d'où les politiques lui parlent comme à un public muet. Le discours politique républicain alimente donc un effet paradoxal, car plus les politiques

essaient de convaincre les citoyens qu'ils n'ont pas "bien" voté, plus les citoyens ont le sentiment d'être pris pour des gamins qu'on fustige, et plus ils se rebiffent. De nombreux électeurs de Jean-Marie Le Pen ne sont pas d'accord avec les idées du Front National. Ils voteront cependant pour lui, même si des amis ou parents les ont convaincus qu'ils avaient tort... et peut-être *parce qu'on aura cherché à les convaincre de ne pas le faire*. On est là dans une logique de communication qui n'obéit pas à la rationalité de la rhétorique.

Dans les sociétés complexes, la logique de l'effet prime sur celle de la cause : les acteurs votent, non pas en fonction de leurs opinions, mais en fonction des possibilités d'effet qu'a leur vote. Dans un système sur lequel les acteurs ont fini par penser qu'ils n'avaient plus de prise, le vote fantaisiste ou extrémiste a au moins pour résultat de provoquer des réactions dans les médias et dans la classe politique. Dans certains villages du vignoble alsacien, où il n'y a pas un seul immigré, les électeurs votent majoritairement Le Pen pour sortir du silence, pour se sortir de leur absence sur la scène politique : c'est un vote de la campagne contre la ville, et de la province contre Paris. Les jeux de miroirs de la réflexivité et de la médiatisation produisent ensuite les résultats paradoxaux du printemps 2002. Mais le vrai chiffre du premier tour des élections présidentielles, c'est le total des non-inscrits, des abstentions et des voix qui se sont portées sur des candidats de partis non représentés au parlement : 64% des citoyens en âge de voter. La classe politique n'est représentative aujourd'hui que d'un tiers seulement des Français.

### **Sur le statut du vote dans la démocratie**

Le résultat interroge aussi vivement le statut du vote comme expression ultime de la démocratie. Pour que les citoyens en viennent à se dire majoritairement au soir d'une élection que le résultat ne correspond pas à la représentation qu'ils se font de la société dans laquelle ils vivent, il faut que l'institution soit en crise. Une crise qui était préparée par le sentiment d'un nombre régulièrement croissant de Français – attesté par l'évolution des chiffres de l'abstention depuis vingt ans – que voter ne servait à rien.

On pourrait certes contre-argumenter : le vote, ça sert à quelque chose, la preuve c'est que quand on ne vote pas on abandonne le pouvoir à l'extrême droite. Mais en toute logique, on peut manier le paradoxe : c'est bien le fait de *ne pas voter* (ou de voter fantaisiste) qui a eu pour résultat un électrochoc salutaire, qui a fait descendre la jeunesse dans la rue et permis un ressaisissement de l'électorat au second tour. Il y a de fait une crise du

principe électif : les gens ne croient plus à la démocratie représentative, en tous cas ne l'investissent plus comme un lieu central de leur vie sociale. Ils ont par contre pris conscience qu'il y a un espace du vivre-ensemble qui reste à organiser.

Le vote est devenu un média comme les autres, l'événement le révèle et lui fait perdre son statut de transcription ultime et transparente de la volonté populaire : il ne vaut pas mieux qu'un sondage, et peut-être vaut-il moins qu'un sondage, puisqu'il peut arriver qu'il exprime par ses conséquences le contraire de la volonté populaire.

Le vote fonctionne aujourd'hui comme un média par lequel les citoyens se confirment à eux-mêmes leur non participation aux décisions, il entretient dans le théâtre politique l'écart entre la scène et le poulailler. Le citoyen veut bien rester en dehors du coup, assis sur son strapontin à critiquer la classe politique, mais maintenant qu'on l'a forcé à monter sur scène pour pallier les défaillances du scénario, il est en droit de demander que ce ne soit pas seulement pour faire de la figuration.

Il nous faudra donc demain imaginer des dispositifs pour que la république devienne (enfin) une démocratie, qui assure au citoyen une chance de participer réellement aux processus de prise de décision. Les nouvelles technologies permettent aujourd'hui des formes renouvelées de démocratie directe. On peut également commencer à réfléchir à cette réalité historique longtemps occultée par les doctrines politiques, qui est que c'était le tirage au sort, et non l'élection, qui était le modèle de la démocratie pour les Athéniens.

### **Quelques mots, pour terminer, sur notre responsabilité...**

... notre responsabilité politique en tant qu'intellectuels, en tant que chercheurs qui travaillons sur l'humain et la société. Le phénomène de ce printemps 2002 est tout de même très français. Il me semble en partie produit par une certaine tradition scientifique dans les sciences de l'homme et de la société. La sociologie en France depuis Durkheim, et jusqu'à Bourdieu, en passant par la sociologie critique, qu'elle soit marxiste ou non, est très orientée système : pour des raisons historiques, l'État et ses institutions sont fétichisés, considérés comme des faits objectifs (alors qu'ils sont avant tout des abstractions juridiques), et ont produit l'image d'une société qui se reproduit par elle-même, indépendamment des individus qui ne sont que les agents de cette reproduction là même où ils ont l'illusion d'être libres de leurs choix. Le résultat, c'est que les gens qui baignent dans cette culture du système, de la reproduction des dominations, ont



l'impression qu'ils ne peuvent plus changer le système. Ils se replient sur leurs cercles de proximité et d'intimité : les Français ne passent-ils pas pour être très individualistes ? La psychologie a accompagné, sinon favorisé, ce repli, car elle a longtemps accordé en France un statut de référence à une vulgate psychanalytique qui excluait pour le psy l'intervention sur la réalité sociale, qui considérait le social comme le "réel" au sens de ce qui est hors représentation. Psychologie et sociologie ont ainsi érigé entre elles des cloisons disciplinaires très fortes.

C'est dans ce contexte intellectuel que la démocratie de masse a cultivé dans les mœurs de notre société l'idée que l'individu ne pouvait avoir une efficacité et une légitimité politique que s'il occupait un poste institutionnel élevé, d'où a résulté le divorce grandissant entre les élites et le pays, le sentiment de chacun qu'il n'avait aucune prise sur le système, et la réduction des discussions dans l'espace public à des "il faudrait que" renvoyant aux élites le soin d'agir.

A contrario, on observe aujourd'hui de multiples formes d'actions individuelles et collectives à l'échelon local, associatif ou du quartier, qui ont certes toujours existé, mais qui commencent à se réclamer d'une conception autonome de l'espace public dans laquelle chacun fait ce qu'il peut dans sa sphère de proximité dans le sens qu'il croit juste, avec la conviction nouvelle, partie irrationnelle et un peu nietzschéenne, partie fondée sur les enseignements de l'intervention paradoxale dans les systèmes complexes, que la volonté d'un seul acteur peut changer le monde.

Il resterait à explorer tous les prolongements logiques de cette idée, qu'on trouve chez des auteurs comme P. Legendre, que la société n'a d'existence objective que comme produit de l'intersubjectivité de ses acteurs. Dans la perspective, aussi, d'une sociologie compréhensive héritée de Simmel et Weber (Watier, 2002) on doit supposer que les acteurs ont plus ou moins conscience que la vie en société ne serait pas possible si la représentation qu'ils ont de leur société n'était pas un tant soit peu partagée par tous. Chacun "sait" (au sens de ce que Weber appelle un savoir "nomologique") que ses relations avec les autres sont conditionnées par cette représentation partagée de leurs places respectives dans la société. Mais en même temps, chacun "sait" que son propre comportement, même à un niveau interindividuel, contribue à entretenir cette représentation, voire a la capacité de la modifier, et ce faisant de modifier la société.

Il y a donc une place pour une approche de la complexité de l'homme et de la société qui suggère que dans des systèmes sociaux complexes, le moindre acteur a une capacité d'agir sur le système, dès lors qu'on ne l'en empêche pas en lui faisant croire le contraire. Personnellement je trouve cette perspective politiquement innovante, et intellectuellement stimulante.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BIHR A. (2002), La genèse sociale du sujet. Les formes fétichisées de l'individualité dans la socialité moderne, *Revue des Sciences Sociales*, 29, pp. 108-113.
- CROZIER M. & FRIEDBERG E. (1977), *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil.
- DEBRAY R. (2000), *Introduction à la médiologie*, Paris, PUF.
- DEROCHE-GURCEL L. & WATIER P. (dir.) (2002), *La Sociologie de Georg Simmel (1908). Éléments actuels de modélisation sociale*, Paris, PUF.
- ELIAS N. (1973), *La civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Levy.
- LEGENDRE P. (2001), *De la société comme texte. Linéaments d'une anthropologie dogmatique*, Paris, Fayard.
- SCHMITT C. (1922), *Politische Theologie*. Trad. fr. *Théologie politique*, Paris, Gallimard, 1988.
- SCHMOLL P. (2003), La construction intersubjective de l'objet société, *Revue des Sciences Sociales*, 30, pp. 184-189.
- WATIER P. (2002), *Une introduction à la sociologie compréhensive*, Belfort, Circé.
- WATZLAWICK P., HELMICK BEAVIN J. & JACKSON D.D. (1967), *Pragmatics of human Communication. A Study of Interactional Patterns, Pathologies, and Paradoxes*, New-York, W.W. Norton & Co. Trad. fr. (1972), *Une logique de la communication*, Paris, Seuil.

**Résumé** : Le fonctionnement démocratique repose sur la conviction que la gestion de l'intérêt collectif peut résulter de la confrontation des intérêts particuliers, dès lors que le pacte social permet le débat suivi d'un vote. Cette conception repose sur une rationalité de l'échange politique, héritée des Lumières : l'idée que la discussion raisonnée entre des individus libres de leurs choix peut résoudre pacifiquement tous les différends et produire une société qui, résultant de l'échange argumenté, est à la fois la plus rationnelle possible et tire sa force du consensus. Aux élections, ce sont donc des idées qui s'affrontent, et l'emporte celui dont l'argumentation et la rhétorique a convaincu le plus grand nombre.

Notre propos part d'une analyse des effets de surprise constatés aux élections françaises du printemps 2002 pour montrer que cette conception du sujet politique, et par suite de la démocratie, n'est plus opérante aujourd'hui. Dans les sociétés complexes, la logique de l'effet prime sur celle de la cause : les acteurs votent, non pas en fonction de leurs opinions, mais en fonction des possibilités d'effet qu'a leur vote. Les jeux de miroirs de la réflexivité et de la médiatisation, dans un système sur lequel les acteurs ont fini par penser qu'ils n'avaient plus de prise, produisent des résultats paradoxaux. Pour reconstruire une théorie du sujet et de l'espace du politique, en fait pour redonner du sens à la surprise, on fait valoir ici que la gravité des situations a moins d'intérêt épistémologique que ce qu'elles ont de comique.